

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1498

15 juin 2015

### SOMMAIRE

AdriaMedic S.A. ....	71904	Indurisk Rückversicherung AG .....	71898
Alva Design S.à r.l. ....	71904	Intersaco S.A. ....	71864
Balthasar Exploitation S.à r.l. ....	71904	JPMorgan Portfolio Strategies Funds .....	71861
Basis Vermögen .....	71858	Larrainvial Asset Management Sicav .....	71863
BL .....	71881	LLIC S.à r.l. ....	71900
Britanny Investment .....	71875	Mine Holding S.A. ....	71858
Brixton 3 Sàrl .....	71904	Miron S.A. ....	71860
Calderis Finance S.A. ....	71875	Nova Holdings S.A. - SPF .....	71900
Canyon Holdings S.à r.l. ....	71893	Omega Pharma Ireland Limited S.à r.l. ....	71893
Canyon Investments S.à r.l. ....	71893	Ortho-Clinical Diagnostics Holdings Luxem- bourg S.à r.l. ....	71894
Cattleya Finance S.A. ....	71880	Pandias Re AG .....	71898
Colin & Cie. Fund .....	71903	Pierra Menta Holding S.A. ....	71859
Deleverage S.A. ....	71877	Promedent .....	71894
DFV Sondervermögen .....	71894	Pusan S.A. SPF .....	71860
Foncier & Participations S.A. ....	71881	Selected Absolute Strategies .....	71858
Genfield Medical S.à r.l. ....	71882	Société Industrielle de Services (SIS) .....	71899
Genfield Networks S.à r.l. ....	71864	Soperfect S.A. ....	71860
Gilux S.A. ....	71900	SOP GlobaleAktienAllokation .....	71862
Global Masters .....	71903	Villeneuve Investissements S.A. ....	71859
Grand City Properties S.A. ....	71875	Vins et Domaines Finance S.A. ....	71859
HC FCP-FIS .....	71894	Whitelake .....	71904
Hud S.A. ....	71882	Ziewers S.à r.l. ....	71901
I A F A Global Opportunities SICAV .....	71863		
Immotion S.à r.l. ....	71900		

**Selected Absolute Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable (en liquidation).**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 63.046.

Par le présent avis, les actionnaires sont conviés à assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de Selected Absolute Strategies, qui se tiendra au 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, le 3 juillet 2015 à 15h30, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport sur les résultats de la liquidation et indication des causes empêchant la finalisation de la liquidation.
2. Publication du bilan de la Société.
3. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux sièges et agences de Banque Internationale à Luxembourg, et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

NN Investment Partners Luxembourg S.A.,  
*Liquidateur de Selected Absolute Strategies*

Référence de publication: 2015088713/755/19.

---

**Mine Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 76.332.

Il est porté à la connaissance des actionnaires de la Société que l'Assemblée Générale Ordinaire (ci-après l'«Assemblée») qui a eu lieu le 2 juin 2015 à 10 heures n'a pas pu délibérer sur le point 5 à l'ordre du jour. En effet, au moins 50% du capital social requis par la loi n'était pas présent ou représenté à cette Assemblée conformément au quorum requis par la loi.

Par conséquent, une nouvelle assemblée générale ordinaire doit être convoquée conformément à l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social en date du 15 juillet 2015 à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Décision sur la continuité de la Société conformément à l'article 100 des L.C.S.C.
2. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2015088688/1004/22.

---

**Basis Vermögen, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion modifié au 1<sup>er</sup> juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, mai 2015.

MAINFIRST AFFILIATED FUND MANAGERS S.A.

Référence de publication: 2015074700/9.

(150085305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

---

**Villeneuve Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 42.989.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *6 juillet 2015* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015085986/10/18.

---

**Pierra Menta Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 77.672.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *6 juillet 2015* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015085984/10/18.

---

**Vins et Domaines Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 110.876.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra en date du *24 juin 2015* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015083717/506/16.

---

**Soperfect S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 164.789.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**qui se tiendra le *26 juin 2015* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015080082/10/18.

**Pusan S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 54.027.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**qui se tiendra en date du *24 juin 2015* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015083716/506/16.

**Miron S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 37.577.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**des Actionnaires qui aura lieu le *29 juin 2015* à 10 heures au siège social sis au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et son approbation.
2. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes.
3. Lecture du rapport du Réviseur d'entreprises.
4. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
5. Décharge aux administrateurs, au commissaire aux comptes et au Réviseur d'Entreprises.
6. Distribution de dividendes.
7. Divers.

Pour être valablement représentés à l'assemblée, les actionnaires doivent déposer les actions au siège social de la société, au plus tard 5 jours calendaires avant la date de l'assemblée.

Référence de publication: 2015083709/20.

**JPMorgan Portfolio Strategies Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 89.734.

As the extraordinary general meeting of shareholders of the Fund held on 22 May 2015 could not validly deliberate on the agenda for lack of quorum, shareholders are hereby invited to assist at a reconvened

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

which will be held at the location and time stated in the right-hand column. If approved, the change of name (see 1.) will become effective on *24 July 2015*. Agenda for Meeting and Shareholder Vote

*Agenda:*

1. Amend Article 1 in order to:
  - rename the Fund "GIM Portfolio Strategies Funds" with effect from 24 July 2015; and
  - indicate that the Fund qualifies as an alternative investment fund within the meaning of the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law").
2. Amend Article 2 in order to:
  - provide that the board of directors of the Fund (the "Board") may transfer the registered office of the Fund to any commune in the Grand Duchy of Luxembourg; and
  - allow the Board, in case of transfer of the registered office to another commune, to take any necessary steps for obtaining the execution and publication of such transfer in accordance with the Luxembourg law.
3. Amend Article 4 to change the reference of the applicable law to read as follows:
 

"The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in securities of all types, money market instruments, derivatives, cash and cash equivalents as well as other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.  
The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the Law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment as amended (the "2010 Law")."
4. Amendment of Article 5 of the Articles in order to, inter alia, replace the reference to Article 133 (1) of the 2002 Law on undertakings for collective investment by a reference to Article 181 (1) of the 2010 Law.
5. Amend Article 8 to clarify that the charges referred to in the third paragraph of the Article include dealing charges.
6. Amend Article 10 to, inter alia, provide that the term US person used in the Articles will have the meaning determined by the Board from time to time and to grant power to the Board to amend or clarify the meaning.
7. Amend Article 11 to, inter alia, grant power to the Board to apply dilution adjustments or swing pricing techniques as specified in the offering documents.
8. Amend Article 14 to provide that directors of the Fund shall be elected by the majority of the votes cast.
9. Amend Article 20 to allow a sub-fund of the Fund to invest in another sub-fund of the Fund in accordance with applicable Luxembourg laws and regulations.
10. Amend Article 23 to, inter alia provide that the accounts of the Fund shall be prepared in accordance with Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles.
11. Amend Article 24 to:
  - provide that a Record Date may be used to calculate the quorum and majority requirement applicable to general meetings of shareholders and to determine the rights of shareholders to participate and exercise their voting rights, to the extent permitted by and in accordance with the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations;
  - provide that unless otherwise provided by law or in the Articles, resolutions of the general meeting of shareholders are passed by a simple majority of the votes cast; and
  - provide that vote cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholders have not been taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.
12. Amend Article 25 to, inter alia, remove the fourth paragraph of this Article to avoid duplication.
13. Amend Article 26 to, inter alia:
  - provide that the Board may compulsorily redeem all the shares in issue in a sub-fund inter alia, (i) if a change in the monetary situation relating to the sub-fund concerned so justifies or (ii) if a change in laws or regulations applicable to the Fund or any of its sub-funds so justifies or (iii) in any other circumstances where the interests of the shareholders so justify ;
  - provide that the decision of the general meeting of shareholders will be adopted by a simple majority of the votes cast; and
  - provide that the assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited in escrow with the Luxembourg Caisse de Consignation.
14. Insertion of a new Article 29 to provide:
  - how information to investors may be made available; and

- that by the sole fact of investing or soliciting the investment in the Fund, an investor acknowledges the possible use of electronic information means to disclose certain information as set out in the offering documents and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing the investor to access the information or document made available via an electronic information means.
- 15. Insertion of a new Article 30 and therefore renumbering of the following articles of the Articles in order to provide that:
  - the Fund may grant preferential treatment to investors in accordance with applicable laws and regulations and the Articles; and
  - information on these preferential treatments, if applicable, will be made available to investors via any information means as described under the new Article 29.
- 16. Amend Article 31 (former Article 29) to, inter alia:
  - provide that the Board may expressly allow the depositary of the Fund to transfer its liability in accordance with and subject to the conditions of the applicable laws and regulations and in particular in accordance with Article 19 (14) of the 2013 Law; and
  - provide that the assets of the Fund may be transferred to and re-used by any third party, including the depositary of the Fund and any prime broker appointed from time to time in accordance with the applicable laws and regulations and the offering documents.
- 17. Amend Article 32 (former Article 30) to replace the reference to Article 32 by a reference to Article 34.
- 18. Amend Article 36 (former Article 34) to provide that all matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 2013 Law, the Luxembourg Law of 10 August 1915 and the 2010 Law.
- 19. General update of Articles 6, 7, 8, 9 and 11 to replace references to "sales documents" by references to "offering documents".

#### **THE RECONVENED EGM**

Location Registered office of the Fund (see below)

**Date and time** 1 July 2015 at 15:30 (CET)

**Quorum** None required.

Voting Agenda items will be resolved by a majority of two-third of the votes cast.

#### **THE FUND**

**Name** JPMorgan Portfolio Strategies Funds

**Legal form** SICAV

**Fund type** AIF

**Auditors** PricewaterhouseCoopers

Société coopérative

#### **Registered office**

6 route de Trèves

L-2633 Senningerberg, Luxembourg

**Phone** +352 3410 3010

**Fax** +352 3410 8000

**Registration number (RCS**

**Luxembourg)** B 89734

Référence de publication: 2015078168/755/100.

#### **SOP GlobaleAktienAllokation, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 165.873.

Hiermit laden wir die Aktionäre des SOP GlobaleAktienAllokation zur

#### **ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

ein, die am 24. Juni 2015 um 14:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird. Die Agenda lautet:

#### *Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das am 31. Dezember 2014 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2014 samt GuV und Anhang sowie Beschlussfassung über die Gewinnverwendung.
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
4. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
5. Neuwahl und Verlängerung der Mandate der Mitglieder des Verwaltungsrats.
6. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.

## 7. Verschiedenes.

Eine Kopie des Jahresberichts lassen wir Ihnen auf Anfrage gerne zukommen.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden.

Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Bitte übermitteln Sie uns die Vollmacht vorab per Telefax-Nr. (00352) 22 15 22 - 500 oder Email: d\_FundSetUpOPAM@oppenheim.lu .

Luxembourg, im Juni 2015

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2015082912/755/30.

**Larrainvial Asset Management Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.041.

The Board of Directors has the honour to convene the Shareholders of the Company to the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

which will be held on *24 June 2015* at 10.30 a.m. at the office of Notary Joëlle Baden, 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg to deliberate on the following agenda:

*Agenda:*

- Transfer of the registered office of the Company from its current location to 106, route d'Arlon at L-8210 Mamer, Grand Duchy of Luxembourg with effect from 1st July 2015 and consequent amendment of article 2. "Registered office" of the articles of incorporation of the Company by replacing the reference to "City of Luxembourg" with "City of Mamer".

The Meeting may only validly deliberate if at least half of the capital is present or represented. To be valid, resolutions must be approved by at least two-thirds of the votes cast by Shareholders. Proxy information and the draft text of the updated Articles of Association are available, free of charge, on request from the Company's registered office.

Référence de publication: 2015082908/755/18.

**I|A|F|A Global Opportunities SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 172.248.

Die Aktionäre der I|A|F|A Global Opportunities SICAV werden hiermit zu einer

**ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

Der Aktionäre eingeladen, die am *24. Juni 2015* um 10.00 Uhr in den Räumlichkeiten der DZ PRIVATBANK S.A. in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2014 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2014 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die Ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten Ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt



gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis spätestens 19. Juni 2015 vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der I|A|F|A Global Opportunities SI-CAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2015082907/755/30.

**Intersaco S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 9.531.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 25 juin 2015 à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015082906/534/15.

**Genfield Networks S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 197.369.

**STATUTES**

In the year two thousand fifteen, on the twenty-second of May.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, notary, residing in Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand-Duchy of Luxembourg,

**THERE APPEARED:**

Genfield Investments S.à r.l., a company incorporated on 3 October 2014 and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1 rue Peternelchen, L-2370 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered under number B 191.311 with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg,

here represented by Mr. Serge BERNARD, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of an "ad hoc" proxy given by substitution under private seal.

Which power of attorney, after being signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Said appearing party, represented as stated before, requested the notary to establish the articles of incorporation of a company as follows:

**Chapter I. Form, Corporate object, Corporate name, Duration, Registered office**

**Art. 1. Legal form.** There is hereby formed between the owners of the shares created hereinafter and of all those that may be created subsequently a limited liability company (société à responsabilité limitée - hereafter "the Company"), to be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter "the Company Law") and by the present articles of association (hereafter the "Articles").

**Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.



The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights (copyright on software, patents, trademarks - including service marks and domain names - designs, patterns and models, etc.) or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

**Art. 3. Corporate name.** The name of the company shall be “GENFIELD NETWORKS S.à r.l.”

**Art. 4. Duration.** The company shall be formed for an unlimited duration.

Such duration shall commence on the date of its incorporation.

**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in Howald.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole manager or as the case may be, by a decision of the board of managers.

The company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager or, as the case may be, the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

## Chapter II. Share capital, Shares

**Art. 6. Share capital.** The company share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.00) represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares having a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 7. Increase and reduction of the share capital.** The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Company Law for any amendment of these Articles.

**Art. 8. Rights allocated to the shares.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Towards the company, the company's shares are indivisible, so that only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the company.

**Art. 9. Registered form.** All shares shall be and remain in registered form.

**Art. 10. Transfer of shares.** In the case of a sole shareholder, the company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Company Law.

**Art. 11.** The company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

## Chapter III. Management, Board of managers, Auditors

**Art. 12. Management.** The Company is managed by one or more managers, who can be shareholders or not (the “Manager (s)”). If several Managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the “Board of Managers”).

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder, or as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the duration of their mandate.

The Manager(s) will hold their office until their successor(s) are elected.

They may be re-elected at the end of their mandate and they may be revoked at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder, or as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Even after the end of their mandate, the Manager(s) shall not disclose the Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

In case of vacancy in the office of Manager by reason of death or resignation of a Manager or otherwise, the remaining Managers may, by way of co-optation, elect another Manager to fill such vacancy until the next Shareholders' meeting in accordance with the Law.

**Art. 13. Meetings of the board of managers.** If the Company is managed by a sole Manager, the latter will exercise the powers granted by the Company Law and by these Articles to the Board of Managers.

The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon notice given by the Chairman or upon request from any Manager. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority of the present or represented at such meeting.

Except in case of emergency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

The notice may be waived by unanimous written consent of all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held physically in Luxembourg.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by video-conference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting.

A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

**Art. 14. Minutes of meetings of the board of managers.** The minutes of the meetings of the Board of Managers or, as the case may be, the written resolutions of the sole Manager, shall be drawn up and signed by all Managers present or represented at the meeting or, as the case may be, by the sole Manager. Any proxies will remain attached hereto.

Copies or extracts of the minutes shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

In case of emergency, a resolution in writing approved and signed by all Managers shall have the same effect as a resolution passed at a meeting of the Board of Managers.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

In case of a Sole Manager, decisions are taken by the Sole Manager at the time and place that he/she will determine, by the written resolutions that he/she will sign.

**Art. 15. General powers of the managers.** The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform and authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for fulfilling the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Company Law or these Articles to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

**Art. 16. Delegation of powers.** The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Managers or to any other person(s), who need not be a Manager or a shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine.

The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

**Art. 17. Representation of the company.** In dealing with third parties, the Manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided that the terms of this article 17 shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole Manager, and, in case of plurality of Managers, by the sole signature of each member of the Board of Managers.

In case of a delegation of powers, the Company shall also be bound by the sole signature or, as the case may be the joint signature of any person(s) to whom Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

**Art. 18. Conflict of interests.** The sole Manager or the Managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Managers (as the case may be) of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of shareholders. When the Company is managed by a sole Manager, any transaction to which the Company shall become a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, and in which the sole Manager has a personal interest which is conflicting with the Company's interest therein, the relevant transaction shall be approved by the sole shareholder or, as the case may be, the next general meeting of shareholders.

**Art. 19. Indemnification.** The Company shall indemnify any Manager and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he may be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

**Art. 20. Control of the accounts.** Except if the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Company Law, the supervision of the operations of the Company may be, and shall be, if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of statutory auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

#### Chapter IV. Meetings of shareholders

**Art. 21. Annual general meeting.** The annual general meeting, to be mandatorily held only in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting within six months following the closing of the financial year of each year.

If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

**Art. 22. Other general meeting of shareholders.** The shareholders may hold general meetings of shareholders to be convened in compliance with the Company Law by the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not compulsory and the shareholders may cast their vote on the proposed resolutions in writing.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretionary opinion of the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers, circumstances of force majeure so require.

**Art. 23. Powers of the meetings of shareholders.** Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers vested to it by the Company Law and by these Articles.

**Art. 24. Procedure, Vote.** The general meeting of shareholders will meet upon notice given by the Sole Manager or, as the case may be, by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Company Law and the present Articles.

The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by video-conference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman of the Board of Managers or, in his absence, by any other person appointed by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).

The chairman of the general meeting of shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.

An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the shareholders or, as the case may be, their representatives.

One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the Company Law.

Except as otherwise required by the Company Law or by the present Articles, any amendment to the present Articles shall be approved by shareholders (i) being a majority of the shareholders in number and (ii) representing three-quarters of the corporate capital.

Except as otherwise required by the Company Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

**Art. 25. Minutes of shareholders resolutions.** Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.

Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

#### Chapter V. Financial year, Distribution of profits

**Art. 26. Financial year.** The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December every year.

**Art. 27. Approval of annual accounts.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers, shall draw up the annual accounts of the Company in accordance with the Company Law and submit them, if applicable, to the auditor(s) or, as the case may be, the independent auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or his representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the Company Law.

**Art. 28. Allocation of profits.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Company Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. It may decide to use the whole or part of the remainder to absorb existing losses, if any, to put it into a reserve or provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

**Art. 29. Interim dividends.** The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

## Chapter VI. Dissolution, Liquidation of the company

**Art. 30. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, voting with the quorum and majority rules required for any amendment of these Articles, unless otherwise provided for by the Company Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the outstanding debts and of charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

## Chapter VII. Applicable law

**Art. 31. Applicable law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable Law.

### *Estimate*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately at EUR 1.500,-.

### *Transitory provision*

The first financial year will begin on the present date and will end on 31 December 2015.

### *Subscription and payment*

The twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares in the company share capital have all been subscribed and fully paid up in cash by the sole shareholder, so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is at the disposal of the company, as was proven by a certificate issued by the bank handed to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

### *Resolutions of the sole shareholder*

1) Is appointed as manager for an undetermined duration:

- Juan Zavalía Paunero, born on 10 April 1971 in Caba, Argentina residing professionally at 7 Route du Village, CH-1295 Mies, Switzerland, Manager;

The company will be bound in all circumstances by the individual signature of each manager.

2) The address of the corporation is set at 1, rue Petermelchen, L-2370 Howald, Grand Duchy of Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-deux mai.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand-Duché de Luxembourg.

### A COMPARU:

Genfield Investments S.à r.l., société constituée en date du 3 octobre 2014 selon les lois en vigueur au Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 1 rue Petermelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 191.311,

ici dûment représentée par M. Serge BERNARD, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration «ad hoc» donnée par substitution sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Ladite comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:



## Chapitre I<sup>er</sup>. Forme juridique, Objet social, Dénomination sociale, Durée, Siège social

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme juridique.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après “la société”), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après “la Loi”), ainsi que par les statuts de la société (ci-après “les Statuts”).

**Art. 2. Objet social.** La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle (droits d'auteur sur des logiciels, brevets, marques - incluant marques de services et noms de domaines - conception, motifs et modèles, etc.) ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

**Art. 3. Dénomination sociale.** La société aura pour dénomination «GENFIELD NETWORKS S.à r.l.».

**Art. 4. Durée.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Howald.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'affecteront pas la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ces mesures provisoires seront prises et notifiées à qui de droit par le conseil de gérance de la Société.

## Chapitre II. Capital social, Parts sociales

**Art. 6. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500) divisé en douze mille cinq cent (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

**Art. 7. Augmentation et réduction du capital social.** Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par les présents Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

**Art. 8. Droits attaches aux parts sociales.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la société.

**Art. 9. Forme nominative.** Les parts sociales sont et resteront sous forme nominative.

**Art. 10. Cessibilité des parts sociales.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application des règles prescrites par l'article 189 de la Loi.

**Art. 11.** La société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des actionnaires.

### Chapitre III. Gestion, Conseil de gérance, Revision des comptes

**Art. 12. Gestion.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) «Gérant(s)»). Si plusieurs Gérants ont été nommés, les Gérants vont constituer un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Le(s) Gérant(s) sont nommés par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée générale des associés, qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Le(s) Gérant(s) resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient désignés.

Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Même après la fin de leur mandat, le(s) Gérant(s) ne pourront pas divulguer d'informations concernant la Société qui pourraient être préjudiciables aux intérêts de la Société, sauf à ce que cela soit légalement requis.

En cas de vacance d'un poste de Gérant en raison du décès ou de la démission d'un Gérant ou pour toute autre raison, les autres Gérants peuvent, par voie de cooptation, élire un nouveau Gérant pour pourvoir à cette vacance jusqu'à l'assemblée générale suivante selon les dispositions de la Loi.

**Art. 13. Réunions du conseil de gérance.** Si la Société est gérée par un Gérant unique, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi et les présents Statuts au Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance. En son absence, le Conseil de Gérance peut désigner à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, une convocation écrite de toute réunion du Conseil de Gérance sera envoyée à tous les Gérants avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. La convocation ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra physiquement à Luxembourg.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion du conseil par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion.

Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion.

Une décision écrite signée par tous les Gérants sera considérée comme acceptable et valide, à l'instar d'une décision adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu, chacun étant signé par un ou plusieurs Gérants.

**Art. 14. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.** Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, les décisions écrites du Gérant Unique, doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés ou le cas échéant, par le Gérant unique de la Société. Toutes les procurations y seront annexées.

Les copies ou les extraits des procès-verbaux doivent être certifiés par le Gérant unique ou le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les Gérants auront le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, fax, câble, télégramme, moyens de communication électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.



Lorsque le Conseil de Gérance est composé d'un Gérant unique, les décisions sont prises par le Gérant unique aux moments et lieux qu'il déterminera à sa discrétion, sont consignées par écrit et signées par ses soins.

**Art. 15. Pouvoirs des gérants.** Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

**Art. 16. Délégation de pouvoirs.** Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs déterminés par le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

**Art. 17. Représentation de la société.** Dans les rapports avec les tiers, le(s) Gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social, pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

La Société sera engagée par la signature individuelle du Gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chacun des membres du Conseil de Gérance.

En cas de délégation de pouvoirs, la Société sera également engagée par la signature individuelle ou, le cas échéant, par la signature conjointe de toute personne(s) à qui le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites dudit pouvoir.

**Art. 18. Conflit d'intérêts.** Le Gérant unique ou les Gérants (selon le cas) n'assume(nt) aucune responsabilité personnelle en raison de leur position, en relation avec les engagements qu'ils ont valablement pris au nom de la Société.

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, comprenant mais non limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant aurait un intérêt personnel dans une transaction à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des associés. Lorsque la Société est gérée par un Gérant unique, toute transaction à laquelle la Société devient partie, autres que les transactions entrant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, et dans laquelle le Gérant unique a un intérêt personnel qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, la transaction concernée doit être approuvée par l'associé unique ou, le cas échéant, par la prochaine assemblée générale des associés.

**Art. 19. Indemnisation.** La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associée ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il serait finalement déclaré responsable de négligence grave ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités seront accordées uniquement dans les affaires pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne à indemniser n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

**Art. 20. Revue des comptes.** Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations légales, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés.

Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur nombre le cas échéant, leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient désignés. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

#### Chapitre IV. Assemblée générale des associés

**Art. 21. Assemblée générale des associés.** L'assemblée générale annuelle, qui doit obligatoirement être tenue uniquement si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée, dans une période de six mois suivant la clôture de l'exercice social de chaque année.

Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 22. Autres assemblée générale des associés.** Les assemblées générales des associés se réunissent conformément à la Loi sur convocation du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, voire du/des commissaire(s) aux comptes éventuel(s), ou des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

**Art. 23. Pouvoirs de l'assemblée générale.** Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

**Art. 24. Procédure, Vote.** L'assemblée générale des associés se réunit conformément à la Loi et aux présents Statuts, sur convocation du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, voire du/des commissaire(s) aux comptes éventuel(s), ou des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à une assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.

Le président de l'assemblée générale des associés doit nommer un secrétaire.

L'assemblée générale des associés doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de parts sociales détenues par eux et, le cas échéant, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.

Un vote est attaché à chaque part sociale, sauf prévu autrement par la Loi.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des associés (i) représentant une majorité des associés en nombre et (ii) représentant les trois-quarts du capital social.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

**Art. 25. Procès-verbaux des résolutions des associés.** Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des associés doivent être établis par écrit et signés par l'associé unique ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des résolutions prises par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés doivent être certifiés par le Gérant unique ou, le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

## Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

**Art. 26. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

**Art. 27. Approbation des comptes annuels.** A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au(x) commissaire(s) aux comptes ou au(x) réviseur(s) d'entreprises indépendant selon le cas, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

**Art. 28. Affectation des bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il/Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde pour absorber des pertes, s'il y en a, de le verser à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer à l'associé unique ou aux associés selon le cas, comme dividendes.

**Art. 29. Dividendes intérimaires.** Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à verser des dividendes intérimaires, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution.

## Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 30. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés, délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera reparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

## Chapitre VII. Loi applicable

**Art. 31. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est estimé à environ EUR 1.500,-.

### *Disposition transitoire*

La première année sociale commence au jour de la constitution pour se terminer le 31 décembre 2015.

### *Souscription - Libération*

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par versement en espèces par l'associé unique, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) est à la disposition de la société, ce qui a été prouvé par la remise d'un certificat émis par la banque au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

### *Décision de l'associé unique*

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

- Juan Zavalía Paunero, né le 10 avril 1971 à Caba, Argentine, résidant professionnellement 7 Route du Village, CH-1295 Mies, Switzerland, Gérant.

La société sera engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle de chaque gérant.

2) L'adresse de la société est fixée au 1, rue Petermelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le représentant de la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 mai 2015. Relation: EAC/2015/12131. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29 mai 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015083992/588.

(150096765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

---

**Britanny Investment, Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 22.404.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *25 juin 2015* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015082900/534/16.

---

**Calderis Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 155.431.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *26 juin 2015* à 09.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015080084/10/19.

---

**Grand City Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 24, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 165.560.

All shareholders of GRAND CITY PROPERTIES S.A. (the "Company") are hereby given notice upon instruction of the board of directors of the Company (the "Board of Directors") that the

## ANNUAL GENERAL MEETING 2015 OF THE COMPANY

(the “AGM”) will be held on *24 June 2015*, at 11:00 a.m. (Central European Summer Time, “CEST”) with the agenda below at Bonn & Schmitt, 22-24, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg.

### *Agenda for the AGM:*

1. Presentation of the management report of the Board of Directors in respect of the statutory financial statements of the Company and in respect of the consolidated financial statements of the Company and its group for the financial year ended on 31 December 2014;
2. Presentation of the reports of the approved independent auditor of the Company in respect of the statutory financial statements of the Company and in respect of the consolidated financial statements of the Company and its group for the financial year ended on 31 December 2014;
3. Presentation and approval of the statutory financial statements of the Company for the financial year ended on 31 December 2014;
4. Presentation and approval of the consolidated financial statements of the Company and its group for the financial year ended on 31 December 2014;
5. Resolution concerning the allocation of the statutory financial results for the financial year ended on 31 December 2014 and approval of the distribution of a dividend in the amount of EUR 0.20 per share for the holders of record on 24 June 2015;
6. Discharge to be granted to the members of the Board of Directors in respect of the performance of their duties during the financial year ended on 31 December 2014; and
7. Renewal of the mandate of KPMG Luxembourg as approved independent auditor of the Company whose mandate will automatically expire on the date of the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2016.

### **Quorum and majority requirements**

There is no quorum of presence requirement for the AGM. The agenda items are adopted by a simple majority of the voting rights duly present or represented.

### **Share capital and voting rights**

At the date of convening of the AGM, the Company's subscribed share capital equals EUR 12,166,818.40 and it is divided into 121,668,184 shares having a par value of EUR 0.10 each, all of which are fully paid up.

### **Available information and documentation**

The following documents will be available for inspection by the shareholders at the registered office of the Company, 24, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, fifteen days before the AGM, i.e. 9 June 2015 and our website at

<http://grandcityproperties.com/en/annual-general-meeting.html>

- a) The present convening notice, the attendance form and the proxy form;
- b) The list of directors and the approved independent auditor of the Company;
- c) The management report of the Board of Directors in respect of the statutory financial statements and the consolidated financial statements of the Company and its group for the financial year ended on 31 December 2014; and
- d) The report of the approved independent auditor of the Company in respect of and contained in the statutory financial statements of the Company and the report of the approved independent auditor of the Company in respect of and contained in the consolidated financial statements of the Company and its group for the financial year ended on 31 December 2014.

### **Attendance and registration procedures**

Attendance in person: If you plan to attend the AGM referred to above in person, kindly complete the attendance form, which can be retrieved from the Company's website at

<http://grandcityproperties.com/en/annual-general-meeting.html>

specifying the number of shares held and date, sign and return a copy by mail, fax or email before 9:00 a.m. CEST on 19 June 2015 for the attention of Grand City Properties S.A., attn: Mr. Daniel Malkin, 24, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, fax: +352 287 787 84, email: [daniel.malkin@grandcity.lu](mailto:daniel.malkin@grandcity.lu).

Proxy: Shareholders who are not able to attend the AGM in person may appoint a proxy holder to attend the AGM on their behalf by completing the proxy form, which can be retrieved from the Company's website at

<http://grandcityproperties.com/en/annual-general-meeting.html>

specifying the number of shares held and date, sign and return a copy by mail, fax or email before 9:00 a.m. CEST on 19 June 2015 to the attention of Grand City Properties S.A., attn: Mr. Daniel Malkin, 24, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, fax: +352 287 787 84, email: [daniel.malkin@grandcity.lu](mailto:daniel.malkin@grandcity.lu).

Proof of shareholding: A proof of shareholding is a document issued by the bank, the professional securities' depository or the financial institution where the shares are on deposit, which (i) indicates the shareholder's name and the number of

shares held by the shareholder and (ii) certifies that from the date of the document until the date of the AGM the shares are blocked on the account of the shareholder.

**Both attendance form and proxy form must be accompanied by the proof of shareholding when sent to the Company.**

Please note that only shareholders who have timely submitted the duly completed and signed attendance or proxy form, and the proof of shareholding shall have the right to participate and vote in the AGM.

Mailing address:

Grand City Properties S.A.

24, avenue Victor Hugo

L-1750 Luxembourg

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2015082056/72.

**Deleverage S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 156.300.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of DELEVERAGE S.A., a Luxembourg public limited liability company (“Société anonyme”), having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 156.300 (the Company),

incorporated on 8 October 2010 pursuant to a deed of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), which deed was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2593 of 27 November 2010. The Articles have not been amended since then.

The Meeting is chaired by Mr Marco GOSTOLI, employee, residing professionally 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appoints Mr Gianpiero SADDI, private employee, professionally residing at 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, as secretary of the Meeting (the Secretary).

The Meeting elects Mr Marco GOSTOLI, prenamed, as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer).

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The shareholders of the Company represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present deed after having been signed by all the proxyholders of the shareholders and the members of the Bureau.

The powers of attorney after having been signed “ne varietur” by the proxyholders of the shareholders and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. In accordance with articles 261 and 271 (1) of the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act), the board of directors of the Company and the liquidator of LUXEVENTS S.R.L. (in liquidation), an Italian private limited liability company (“Società a responsabilità limitata”), which sole shareholder is the Absorbing Company, having its registered office at 2 Via Spartaco, Cap 20135 Milan (Italy), registered with the Milan Trade and Companies Register (Registro delle Imprese di Milano) under number REA MI - 1944234, under the Italian tax registration code and VAT number 07220680966 (the Absorbed Company and together with the Company, the Merging Companies) have established a common merger plan before the undersigned notary in the form of a notarial deed dated as of 5 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations, number 1615 of 24 June 2014 (the Common Merger Plan).

II. In accordance with article 265 of the Companies Act, both the board of directors of the Company and the liquidator of the Absorbed Company drew up a detailed written report explaining the Common Merger Plan and setting out the legal and economic grounds for it (the Reports).

III. In accordance with article 279 of the Companies Act, the Common Merger Plan, the Reports and the documents required pursuant to the provisions of article 267 (1) b) and c) of the Companies Act (the Documents) have been made available to the shareholders of the Company at least one month before the date of the Meeting.

IV. The attendance list established and certified by the members of the Bureau indicates that all the 10,000 (ten thousand) nominative shares having a nominal value of EUR 100 (one hundred euro) each, representing the entire share capital of



the Company are duly represented at the Meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of the agenda reproduced below.

V. The agenda of the Meeting is worded as follows:

- (1) Waiver of the convening formalities;
- (2) Acknowledgement of the availability of the documents required pursuant to the provisions of article 267 (1) a), b), c) and d) of the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended;
- (3) Approval of the cross border merger by way of absorption of LUXEVENTS S.R.L. (in liquidation) into the Company as contemplated by the common merger plan dated as of 5 June 2014 (the Merger); and
- (4) Miscellaneous.

VI. After deliberating, the Meeting unanimously takes the following resolutions:

*First resolution*

The entire share capital being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders present or represented consider themselves as duly convened and declare having full knowledge of the agenda which was communicated to them in advance.

*Second resolution*

The Meeting acknowledges the availability of the required Documents.

*Third resolution*

After examination of the Reports, the Meeting resolves to approve the Merger as contemplated by the Common Merger Plan and acknowledges that, pursuant to article 273ter (1) of the Companies Act, the Merger shall be effective from the date of publication of the present deed, and that pursuant to article 274 of the Companies Act:

- the Merger shall become legally effective and will have for consequence a universal transfer between the Merging Companies as well as vis-à-vis third parties of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company;
- further to the Merger, the Absorbed Company will cease to exist; and
- further to the absorption of the Absorbed Company by the Company, the shares of the Absorbed Company shall be cancelled and all books, documents and other corporate records of the Absorbed Company shall be kept during the legal period of five years at the registered office of the Company.

*Statement*

In accordance with article 271(2) of the Companies Act, the undersigned notary:

- (a) declares that he has verified and hereby certifies the existence and the validity of (i) the legal acts and formalities required to be carried out by the Company and of (ii) the Merger Plan;
- (b) acknowledges receipt of a copy of an extraordinary general meeting of shareholders of LUXEVENTS S.R.L. held before Angelelisa ROSSI, notary in Bologna (I), on December 22, 2014, approving the merger. In the same notarial deed the correct completion of the pre-Merger acts and formalities for the part of the procedure relating to the Absorbed Company is attested; and
- (c) declares that he has carried out the legality control incumbent upon him and, as part of such control, that he has verified that the Merging Companies have approved the Merger Plan in the same terms.

*Estimate of costs*

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately EUR 2,500 (two thousand five hundred euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the shareholders, the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the proxyholder of the shareholders, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the shareholders, the board of the meeting, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mil quinze, le vingt-neuf mai.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

S'est tenue



une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de DELEVERAGE S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.300 (la Société),

constituée le 8 octobre 2010 suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire résidant à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2593 du 27 novembre 2010. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est présidée par Mr Marco GOSTOLI, employé privé, demeurant professionnellement au 2-8, Avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg (le Président).

Le Président nomme Mr Gianpiero SADDI, employé privé, résidant professionnellement au 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en tant que secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).

L'Assemblée élit Monsieur Marco GOSTOLI, précité, en tant que scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur forment le Bureau.

Les actionnaires de la Société représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils possèdent ressortent d'une liste de présence qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par tous les mandataires des actionnaires et par les membres du Bureau.

Les procurations signées «ne varietur» par les mandataires des actionnaires et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le Bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I. Conformément aux articles 261 and 271 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915), le conseil d'administration de la Société et le liquidateur de LUXEVENTS S.R.L. (EN LIQUIDATION), une société à responsabilité limitée de droit italien (Società a responsabilità limitata) ayant pour actionnaire unique la Société Absorbante, avec siège social au 2 Via Spartaco, Cap 20135 Milan (Italie), immatriculée auprès du Registro delle Imprese de Milan sous le numéro REA MI - 1944234, et ayant pour code d'enregistrement fiscal italien et pour numéro de TVA 07220680966 (la Société Absorbée et ensemble avec la Société, les Sociétés Fusionnantes) ont établi un projet commun de fusion par-devant le notaire instrumentant sous la forme d'un acte notarié en date du 5 juin 2014, publié au Mémorial C, Recueil Sociétés et Associations, numéro 1615 en date du 24 juin 2014 (le Projet Commun de Fusion).

II. Conformément à l'article 265 de la Loi de 1915, tant le conseil d'administration de la Société que le liquidateur de la Société Absorbée ont établi par écrit, un rapport détaillé expliquant le Projet Commun de Fusion et exposant les raisons juridiques et économiques de celui-ci (les Rapports).

III. Conformément à l'article 279 de la Loi de 1915, le Projet Commun de Fusion, les Rapports et les documents requis conformément aux dispositions de l'article 267 (1) b) et c) de la Loi de 1915 (les Documents) ont été mis à la disposition des actionnaires de la Société au moins un mois avant la date de l'Assemblée.

IV. La liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau indique que toutes les 10.000 (dix mille) actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour tels que reproduits ci-dessous.

V. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

- (1) Renonciation aux formalités de convocation;
- (2) Reconnaissance de la disponibilité des documents requis conformément aux dispositions de l'article 267 (1) a), b), c) et d) de la Loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;
- (3) Approbation de la fusion transfrontalière par l'absorption de LUXEVENTS S.R.L. (EN LIQUIDATION) par la Société telle qu'envisagée par le Projet Commun de Fusion (la Fusion); et
- (4) Divers.

VI. Après délibération, l'Assemblée a pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'intégralité du capital social étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les actionnaires présents ou représentés se considérant comme étant dûment convoqués et déclarant avoir pleine connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée reconnaît que les Documents requis par la loi sur les fusions transfrontalières sont disponibles depuis au moins auprès du siège social de la société absorbante.

#### *Troisième résolution*

Après examen des Rapports, l'Assemblée décide d'approuver la Fusion telle qu'envisagée par le Projet Commun de Fusion et reconnaît que, conformément à l'article 273ter (1) de la Loi de 1915, la Fusion prendra effet à la date de la publication du présent acte et reconnaît que, conformément à l'article 274 de la Loi de 1915:

- la Fusion produira ses effets légaux et aura pour conséquence, la transmission universelle tant entre les Sociétés Fusionnantes qu'à l'égard des tiers, de tout le patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société;

- suite à la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister; et

- suite à l'absorption de la Société Absorbée par la Société, toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées et tous les livres, documents et autres archives sociales seront conservés au siège social de la Société pendant la période légale de cinq années.

#### *Déclaration*

Conformément à l'article 271(2) de la Loi de 1915, le notaire instrumentant:

(a) déclare qu'il a vérifié et certifié par la présente l'existence et la validité (i) des actes juridiques et des formalités requises que la Société devra accomplir et (ii) du Projet de Fusion;

(b) accuse réception d'une copie d'un acte d'assemblée générale extraordinaire reçu par le notaire Angelelisa ROSSI, de résidence à Bologna (I), le 22 décembre 2014, approuvant la fusion par les associés de la société absorbée, joint en annexe au présent acte. Dans le même acte il est attesté de manière concluante de l'accomplissement correct des actes préalables à la Fusion et des formalités pour la partie de la procédure relative à la Société Absorbée; et

(c) déclare qu'il a effectué le contrôle de légalité qui lui incombait et, qu'en tant que partie de ce contrôle, il a vérifié que les Sociétés Fusionnantes avaient approuvé le Projet de Fusion dans les mêmes termes.

#### *Estimation des coûts*

Le montant des dépenses, coûts, rémunérations et frais sous quelque forme que ce soit, qui devront être supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés à approximativement EUR 2.500 (deux mille cinq cents euros).

Le notaire instrumentant qui comprend et qui parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande des mandataires des actionnaires, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française et qu'à la demande des mandataires des actionnaires, il est établi qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des actionnaires, aux membres du bureau, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé ensemble avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: M. Gostoli, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 2 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/12045. Reçu douze euros Eur 12.-

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 8 juin 2015.

Référence de publication: 2015086236/184.

(150098420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

---

#### **Cattleya Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 153.930.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

#### **l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 26 juin 2015 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. Vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. Nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015080083/10/19.

---

**Foncier & Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 5.322.

Convocation à

## L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse suivante, 40, Rangwee, L-2412 LUXEMBOURG, le jeudi 25 juin 2015 à 17 heures.

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire.
2. Présentation, examen et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2014; affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations.
5. Divers.

Prière de se conformer à l'article 21 des statuts.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015078982/18.

**BL, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 45.243.

L'Assemblée du 27 mai 2015 n'ayant pas atteint le quorum de présence requis, le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav à la

## SECONDE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 1er juillet 2015 à 9.30 heures au siège social de la SICAV, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 30 des statuts par ajout de la phrase suivante :  
Pour les classes d'actions de distribution agréées à la distribution en Belgique, tous les revenus recueillis seront distribués annuellement, déduction faite des rémunérations, commission et frais.
2. Modification des articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 25 et 31 des statuts pour tenir compte de la modification des formes des actions pouvant être émises par la SICAV.  
Les actions de la SICAV pourront 1/ être émises comme des actions nominatives inscrites au nom de l'investisseur dans le registre des actionnaires, ou 2/ être détenues et traitées par l'intermédiaire d'un système de clearing reconnu.

L'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix exprimées. Des procurations ainsi que le projet de texte des statuts coordonnés sont disponibles, sans frais, sur simple demande auprès du siège social de la SICAV.

En vue de participer à l'assemblée, les détenteurs d'actions au porteur émises sous forme physique (les " Actions au Porteur ") doivent remettre leurs Actions au Porteur auprès de European Fund Administration SA agissant en qualité de dépositaire de la SICAV (le " Dépositaire ") au sens de loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la " Loi de 2014 "), au moins cinq jours calendrier avant l'assemblée. Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée. La Loi de 2014 prévoit que les Actions au Porteur émises avant le 18 août 2014 doivent être remises et immobilisées auprès du Dépositaire et que leurs détenteurs doivent être inscrits au registre des Actions au Porteur tenu par le Dépositaire. Pour immobiliser leurs Actions au Porteur auprès du Dépositaire, les détenteurs d'Actions au Porteur doivent se présenter à la Banque de Luxembourg, 14 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, agissant en qualité d'agent spécialement désigné par le Dépositaire et déposer lesdites Actions au Porteur avec les documents d'identité requis. Les droits (y compris les droits de vote et, le cas échéant, les droits aux distributions) associés aux Actions au Porteur qui n'ont pas été immobilisées auprès du Dépositaire au 18 février 2015 seront suspendus jusqu'à ce que lesdites actions aient été immobilisées auprès du Dépositaire. En outre, les Actions au Porteur qui n'ont pas été remises et immobilisées auprès du Dépositaire, ni rachetées, ni converties en actions nominatives au 18 février 2016, seront automatiquement rachetées et annulées, conformément à la Loi de 2014. Le prix de rachat sera déposé auprès de la Caisse de Consignation à Luxembourg, au profit de la personne ou des personnes en mesure d'apporter la preuve qu'elle(s) est(sont) en droit de le recevoir. Pour de plus amples informations, veuillez contacter le siège social de la SICAV.

Référence de publication: 2015077537/755/40.

---

**Hud S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, Zare Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 95.954.

—  
*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire  
des actionnaires de la Société tenue au siège social de la Société le 25 mars 2015*

L'Assemblée a pris acte et a accepté la démission de Armand Hamling de ses fonctions d'administrateur avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2015.

L'Assemblée a décidé de nommer Omega Pharma Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise dont le siège sociale est établi au Zare-Ouest, L-4384 Ehlerange, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.189, représentée par son représentant permanent Carl Bamelis, dont l'adresse professionnelle est située au 26 Nazareth, B-9810 Venecoweg, Belgique, en tant qu'administrateur avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2015 et pour une durée de six (6) ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HUD S.A.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015081450/19.

(150093874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Genfield Medical S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 197.420.

—  
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twenty-second of May.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, notary, residing in Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Genfield Investments S.à r.l., a company incorporated on 3 October 2014 and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1 rue Peternelchen, L-2370 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered under number B 191.311 with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg,

here represented by Mr. Serge BERNARD, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of an "ad hoc" proxy given by substitution under private seal.

Which power of attorney, after being signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Said appearing party, represented as stated before, requested the notary to establish the articles of incorporation of a company as follows:

**Chapter I. Form, Corporate object, Corporate name, Duration, Registered office**

**Art. 1. Legal form.** There is hereby formed between the owners of the shares created hereinafter and of all those that may be created subsequently a limited liability company (société à responsabilité limitée - hereafter "the Company"), to be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter "the Company Law") and by the present articles of association (hereafter the "Articles").

**Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights (copyright on software, patents, trademarks - including service marks and domain names - designs, patterns and models, etc.) or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

**Art. 3. Corporate name.** The name of the company shall be “GENFIELD MEDICALS.à r.l.”

**Art. 4. Duration.** The company shall be formed for an unlimited duration.

Such duration shall commence on the date of its incorporation.

**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in Howald.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole manager or as the case may be, by a decision of the board of managers.

The company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager or, as the case may be, the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

## Chapter II. Share capital, Shares

**Art. 6. Share capital.** The company share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.00) represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares having a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 7. Increase and reduction of the share capital.** The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Company Law for any amendment of these Articles.

**Art. 8. Rights allocated to the shares.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Towards the company, the company's shares are indivisible, so that only one owner is admitted per share. Joint owners have to appoint a sole person as their representative towards the company.

**Art. 9. Registered form.** All shares shall be and remain in registered form.

**Art. 10. Transfer of shares.** In the case of a sole shareholder, the company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Company Law.

**Art. 11.** The company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

## Chapter III. Management, Board of managers, Auditors

**Art. 12. Management.** The Company is managed by one or more managers, who can be shareholders or not (the “Manager (s)”). If several Managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the “Board of Managers”).

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder, or as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the duration of their mandate.

The Manager(s) will hold their office until their successor(s) are elected.

They may be re-elected at the end of their mandate and they may be revoked at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder, or as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Even after the end of their mandate, the Manager(s) shall not disclose the Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.



In case of vacancy in the office of Manager by reason of death or resignation of a Manager or otherwise, the remaining Managers may, by way of co-optation, elect another Manager to fill such vacancy until the next Shareholders' meeting in accordance with the Law.

**Art. 13. Meetings of the board of managers.** If the Company is managed by a sole Manager, the latter will exercise the powers granted by the Company Law and by these Articles to the Board of Managers.

The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon notice given by the Chairman or upon request from any Manager. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority of the present or represented at such meeting.

Except in case of emergency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

The notice may be waived by unanimous written consent of all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held physically in Luxembourg.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting.

A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

**Art. 14. Minutes of meetings of the board of managers.** The minutes of the meetings of the Board of Managers or, as the case may be, the written resolutions of the sole Manager, shall be drawn up and signed by all Managers present or represented at the meeting or, as the case may be, by the sole Manager. Any proxies will remain attached hereto.

Copies or extracts of the minutes shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

In case of emergency, a resolution in writing approved and signed by all Managers shall have the same effect as a resolution passed at a meeting of the Board of Managers.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

In case of a Sole Manager, decisions are taken by the Sole Manager at the time and place that he/she will determine, by the written resolutions that he/she will sign.

**Art. 15. General powers of the managers.** The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform and authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for fulfilling the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Company Law or these Articles to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

**Art. 16. Delegation of powers.** The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Managers or to any other person(s), who need not be a Manager or a shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine.

The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

**Art. 17. Representation of the company.** In dealing with third parties, the Manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided that the terms of this article 17 shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole Manager, and, in case of plurality of Managers, by the sole signature of each member of the Board of Managers.

In case of a delegation of powers, the Company shall also be bound by the sole signature or, as the case may be the joint signature of any person(s) to whom Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

**Art. 18. Conflict of interests.** The sole Manager or the Managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Managers (as the case may be) of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of shareholders. When the Company is managed by a sole Manager, any transaction to which the Company shall become a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, and in which the sole Manager has a personal interest which is conflicting with the Company's interest therein, the relevant transaction shall be approved by the sole shareholder or, as the case may be, the next general meeting of shareholders.

**Art. 19. Indemnification.** The Company shall indemnify any Manager and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he may be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

**Art. 20. Control of the accounts.** Except if the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Company Law, the supervision of the operations of the Company may be, and shall be, if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of statutory auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

#### Chapter IV. Meetings of shareholders

**Art. 21. Annual general meeting.** The annual general meeting, to be mandatorily held only in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting within six months following the closing of the financial year of each year.

If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

**Art. 22. Other general meeting of shareholders.** The shareholders may hold general meetings of shareholders to be convened in compliance with the Company Law by the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not compulsory and the shareholders may cast their vote on the proposed resolutions in writing.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretionary opinion of the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers, circumstances of force majeure so require.

**Art. 23. Powers of the meetings of shareholders.** Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers vested to it by the Company Law and by these Articles.



**Art. 24. Procedure, Vote.** The general meeting of shareholders will meet upon notice given by the Sole Manager or, as the case may be, by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Company Law and the present Articles.

The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman of the Board of Managers or, in his absence, by any other person appointed by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).

The chairman of the general meeting of shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.

An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the shareholders or, as the case may be, their representatives.

One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the Company Law.

Except as otherwise required by the Company Law or by the present Articles, any amendment to the present Articles shall be approved by shareholders (i) being a majority of the shareholders in number and (ii) representing three-quarters of the corporate capital.

Except as otherwise required by the Company Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

**Art. 25. Minutes of shareholders resolutions.** Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.

Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

#### Chapter V. Financial year, Distribution of profits

**Art. 26. Financial year.** The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December every year.

**Art. 27. Approval of annual accounts.** At the end of each financial year, the accounts are closed and the Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers, shall draw up the annual accounts of the Company in accordance with the Company Law and submit them, if applicable, to the auditor(s) or, as the case may be, the independent auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or his representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the Company Law.

**Art. 28. Allocation of profits.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Company Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. It may decide to use the whole or part of the remainder to absorb existing losses, if any, to put it into a reserve or provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholder(s) as dividend.

**Art. 29. Interim dividends.** The Sole Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

## Chapter VI. Dissolution, Liquidation of the company

**Art. 30. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, voting with the quorum and majority rules required for any amendment of these Articles, unless otherwise provided for by the Company Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the outstanding debts and of charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

## Chapter VII. Applicable law

**Art. 31. Applicable law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable Law.

### *Estimate*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately at EUR 1.500,-.

### *Transitory provision*

The first financial year will begin on the present date and will end on 31 December 2015.

### *Subscription and payment*

The twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares in the company share capital have all been subscribed and fully paid up in cash by the sole shareholder, so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is at the disposal of the company, as was proven by a certificate issued by the bank handed to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

### *Resolutions of the sole shareholder*

1) Is appointed as manager for an undetermined duration:

- Juan Zavalía Paunero, born on 10 April 1971 in Caba, Argentina residing professionally at 7 Route du Village, CH-1295 Mies, Switzerland;

The company will be bound in all circumstances by the individual signature of each manager.

2) The address of the corporation is set at 1, rue Petermelchen, L-2370 Howald, Grand Duchy of Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-deux mai.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand-Duché de Luxembourg.

### A COMPARU:

Genfield Investments S.à r.l., société constituée en date du 3 octobre 2014 selon les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 1 rue Petermelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 191.311,

ici dûment représentée par M. Serge BERNARD, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration «ad hoc» donnée par substitution sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Ladite comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

## Chapitre I<sup>er</sup>. Forme juridique, Objet social, Dénomination sociale, Durée, Siège Social

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme juridique.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après “la société”), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après “la Loi”), ainsi que par les statuts de la société (ci-après “les Statuts”).

**Art. 2. Objet social.** La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle (droits d'auteur sur des logiciels, brevets, marques - incluant marques de services et noms de domaines - conception, motifs et modèles, etc.) ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

**Art. 3. Dénomination sociale.** La société aura pour dénomination «GENFIELD MEDICAL S.à r.l.».

**Art. 4. Durée.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Howald.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'affecteront pas la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ces mesures provisoires seront prises et notifiées à qui de droit par le conseil de gérance de la Société.

## Chapitre II. Capital social, Parts sociales

**Art. 6. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500) divisé en douze mille cinq cent (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

**Art. 7. Augmentation et réduction du capital social.** Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par les présents Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

**Art. 8. Droits attaches aux parts sociales.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la société.

**Art. 9. Forme nominative.** Les parts sociales sont et resteront sous forme nominative.

**Art. 10. Cessibilité des parts sociales.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application des règles prescrites par l'article 189 de la Loi.

**Art. 11.** La société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des actionnaires.

### Chapitre III. Gestion, Conseil de gérance, Revision des comptes

**Art. 12. Gestion.** La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) «Gérant(s)»). Si plusieurs Gérants ont été nommés, les Gérants vont constituer un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Le(s) Gérant(s) sont nommés par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée générale des associés, qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Le(s) Gérant(s) resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient désignés.

Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Même après la fin de leur mandat, le(s) Gérant(s) ne pourront pas divulguer d'informations concernant la Société qui pourraient être préjudiciables aux intérêts de la Société, sauf à ce que cela soit légalement requis.

En cas de vacance d'un poste de Gérant en raison du décès ou de la démission d'un Gérant ou pour toute autre raison, les autres Gérants peuvent, par voie de cooptation, élire un nouveau Gérant pour pourvoir à cette vacance jusqu'à l'assemblée générale suivante selon les dispositions de la Loi.

**Art. 13. Réunions du conseil de gérance.** Si la Société est gérée par un Gérant unique, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi et les présents Statuts au Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance. En son absence, le Conseil de Gérance peut désigner à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, une convocation écrite de toute réunion du Conseil de Gérance sera envoyée à tous les Gérants avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. La convocation ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra physiquement à Luxembourg.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion du conseil par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion.

Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion.

Une décision écrite signée par tous les Gérants sera considérée comme acceptable et valide, à l'instar d'une décision adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu, chacun étant signé par un ou plusieurs Gérants.

**Art. 14. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.** Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, les décisions écrites du Gérant Unique, doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés ou le cas échéant, par le Gérant unique de la Société. Toutes les procurations y seront annexées.

Les copies ou les extraits des procès-verbaux doivent être certifiés par le Gérant unique ou le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les Gérants aura le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, fax, câble, télégramme, moyens de communication électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Lorsque le Conseil de Gérance est composé d'un Gérant unique, les décisions sont prises par le Gérant unique aux moments et lieux qu'il déterminera à sa discrétion, sont consignées par écrit et signées par ses soins.

**Art. 15. Pouvoirs des gérants.** Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

**Art. 16. Délégation de pouvoirs.** Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs déterminés par le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

**Art. 17. Représentation de la société.** Dans les rapports avec les tiers, le(s) Gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social, pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

La Société sera engagée par la signature individuelle du Gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de chacun des membres du Conseil de Gérance.

En cas de délégation de pouvoirs, la Société sera également engagée par la signature individuelle ou, le cas échéant, par la signature conjointe de toute personne(s) à qui le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites dudit pouvoir.

**Art. 18. Conflit d'intérêts.** Le Gérant unique ou les Gérants (selon le cas) n'assume(nt) aucune responsabilité personnelle en raison de leur position, en relation avec les engagements qu'ils ont valablement pris au nom de la Société.

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, comprenant mais non limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant aurait un intérêt personnel dans une transaction à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des associés. Lorsque la Société est gérée par un Gérant unique, toute transaction à laquelle la Société devient partie, autres que les transactions entrant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, et dans laquelle le Gérant unique a un intérêt personnel qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, la transaction concernée doit être approuvée par l'associé unique ou, le cas échéant, par la prochaine assemblée générale des associés.

**Art. 19. Indemnisation.** La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associée ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il serait finalement déclaré responsable de négligence grave ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités seront accordées uniquement dans les affaires pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne à indemniser n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

**Art. 20. Revue des comptes.** Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations légales, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés.

Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur nombre le cas échéant, leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient désignés. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.



#### Chapitre IV. Assemblée générale des associés

**Art. 21. Assemblée générale des associés.** L'assemblée générale annuelle, qui doit obligatoirement être tenue uniquement si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée, dans une période de six mois suivant la clôture de l'exercice social de chaque année.

Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 22. Autres assemblée générale des associés.** Les assemblées générales des associés se réunissent conformément à la Loi sur convocation du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, voire du/des commissaire(s) aux comptes éventuel(s), ou des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

**Art. 23. Pouvoirs de l'assemblée générale.** Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

**Art. 24. Procédure, Vote.** L'assemblée générale des associés se réunit conformément à la Loi et aux présents Statuts, sur convocation du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, voire du/des commissaire(s) aux comptes éventuel(s), ou des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à une assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.

Le président de l'assemblée générale des associés doit nommer un secrétaire.

L'assemblée générale des associés doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de parts sociales détenues par eux et, le cas échéant, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.

Un vote est attaché à chaque part sociale, sauf prévu autrement par la Loi.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des associés (i) représentant une majorité des associés en nombre et (ii) représentant les trois-quarts du capital social.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

**Art. 25. Procès-verbaux des résolutions des associés.** Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des associés doivent être établis par écrit et signés par l'associé unique ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des résolutions prises par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés doivent être certifiés par le Gérant unique ou, le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.



## Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

**Art. 26. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

**Art. 27. Approbation des comptes annuels.** A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au(x) commissaire(s) aux comptes ou au(x) réviseur(s) d'entreprises indépendant selon le cas, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

**Art. 28. Affectation des bénéfices.** Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il/Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde pour absorber des pertes, s'il y en a, de le verser à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer à l'associé unique ou aux associés selon le cas, comme dividendes.

**Art. 29. Dividendes intérimaires.** Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à verser des dividendes intérimaires, sous condition que des comptes intérimaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution.

## Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

**Art. 30. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés, délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera reparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

## Chapitre VII. Loi applicable

**Art. 31. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est estimé à environ EUR 1.500,-.

### *Disposition transitoire*

La première année sociale commence au jour de la constitution pour se terminer le 31 décembre 2015.

### *Souscription - Libération*

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées par versement en espèces par l'associé unique, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) est à la disposition de la société, ce qui a été prouvé par la remise d'un certificat émis par la banque au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

### *Décision de l'associé unique*

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

- Juan Zavalia Paunero, 10 avril 1971 à Caba, Argentine résidant professionnellement 7 Route du Village, CH-1295 Mies, Suisse, Gérant.

La société sera engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle de chaque gérant.

2) L'adresse de la société est fixée au 1, rue Petermelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le représentant de la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 mai 2015. Relation: EAC/2015/12133. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff.* (signé): Monique Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29 mai 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015085416/588.

(150098035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2015.

**Canyon Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.498,56.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 184.678.

—  
RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la deuxième ligne de l'en-tête de la publication d'une assemblée générale extraordinaire du 23 décembre 2014, dans le Mémorial C n ° 1276 du 16 mai 2015, page 61202 et de la publication d'une assemblée générale extraordinaire du 29 janvier 2015, dans le Mémorial C n ° 1280 du 18 mai 2015, page 61394:

*au lieu de:*

«Capital social: USD 25.498.556,00.»,

*lire:*

«Capital social: USD 25.498,56».

Référence de publication: 2015088617/15.

**Canyon Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.498,56.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 184.599.

—  
RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la deuxième ligne de l'en-tête de la publication d'une assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 2014, dans le Mémorial C n ° 895 du 2 avril 2015, page 42935:

*au lieu de:*

«Capital social: USD 25.498.556,00.»,

*lire:*

«Capital social: USD 25.498,56».

Référence de publication: 2015088618/14.

**Omega Pharma Ireland Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, Z.A.R.E. Ilôt Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 189.095.

—  
*Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société prises le 25 mars 2015*

L'associé unique a pris acte et a accepté la démission de Armand Hamling de ses fonctions de gérant avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2015.

L'associé unique a décidé de nommer Tatiana Kostka, dont l'adresse professionnelle est située au Zare Ouest 19, 4384 Ehlerange, Grand-Duché de Luxembourg en tant que nouveau gérant avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OMEGA PHARMA IRELAND LIMITED S.à r.l.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015060745/17.

(150068982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2015.

---

**HC FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Das Verwaltungsreglement vom 23. April 2015 des von der BayernInvest Luxembourg S.A. verwalteten HC FCP-FIS, gemäß des Gesetzes vom 13. Februar 2007, wurde am 05. Mai 2015 beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zur Veröffentlichung im luxemburgischen Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

*Der Verwaltungsrat*

BayernInvest Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2015066144/11.

(150076527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 2015.

---

**Promedent, Société Anonyme.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, 19, Zare Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 21.735.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire  
des actionnaires de la Société tenue au siège social de la Société le 25 mars 2015*

L'Assemblée a pris acte et a accepté la démission de Armand Hamling de ses fonctions d'administrateur et d'administrateur-délégué avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2015.

L'Assemblée a décidé de nommer Davy De Vlioger, dont l'adresse est située au 4, Hiëronymietenlaan, 9940 Sleidinge, Belgique, en tant qu'administrateur et administrateur délégué de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2015 jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROMEDENT

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015059292/17.

(150068123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2015.

---

**DFV Sondervermögen, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion modifié au 1<sup>er</sup> juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, mai 2015.

MAINFIRST AFFILIATED FUND MANAGERS S.A.

Référence de publication: 2015074698/9.

(150085303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

---

**Ortho-Clinical Diagnostics Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 1.710.000,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 185.679.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of June.

Before us, Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Ortho-Clinical Diagnostics Bermuda Co. Ltd., a limited partnership incorporated and existing under the laws of Bermuda, having its registered office at Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermuda and registered with the Bermuda Registrar of Companies under number 48588 (the "Sole Shareholder"),

here duly represented by Mrs. Stessie Soccio, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on 1 June 2015.

The said proxy, initialed *ne variatur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed.

Such appearing party is the Sole Shareholder of Ortho-Clinical Diagnostics Holdings Luxembourg S.à r.l., (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, with a share capital of one million and ten thousand US dollars (USD 1,010,000.-), having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies’ register under number B 185.679, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, on 17 March 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 3 June 2014 under number 1417, amended for the last time on 19 December 2014.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital, takes the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder decides to increase the share capital of the Company by an amount of seven hundred thousand US dollars (USD 700,000.-), so as to raise it from one million and ten thousand US dollars (USD 1,010,000.-) represented by one hundred one thousand (101,000) class A shares, one hundred one thousand (101,000) class B shares, one hundred one thousand (101,000) class C shares, one hundred one thousand (101,000) class D shares, one hundred one thousand (101,000) class E shares, one hundred one thousand (101,000) class F shares, one hundred one thousand (101,000) class G shares, one hundred one thousand (101,000) class H shares, one hundred one thousand (101,000) class I shares and one hundred one thousand (101,000) class J shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each, up to one million seven hundred and ten thousand US dollars (USD 1,710,000.-) through the issuance of:

1. seventy thousand (70,000) class A shares;
2. seventy thousand (70,000) class B shares;
3. seventy thousand (70,000) class C shares;
4. seventy thousand (70,000) class D shares;
5. seventy thousand (70,000) class E shares;
6. seventy thousand (70,000) class F shares;
7. seventy thousand (70,000) class G shares;
8. seventy thousand (70,000) class H shares;
9. seventy thousand (70,000) class I shares; and
10. seventy thousand (70,000) class J shares.

The seven hundred thousand (700,000.-) new shares issued have been subscribed as follows:

1. seventy thousand (70,000) class A shares;
2. seventy thousand (70,000) class B shares;
3. seventy thousand (70,000) class C shares;
4. seventy thousand (70,000) class D shares,
5. seventy thousand (70,000) class E shares;
6. seventy thousand (70,000) class F shares;
7. seventy thousand (70,000) class G shares;
8. seventy thousand (70,000) class H shares;
9. seventy thousand (70,000) class I shares; and
10. seventy thousand (70,000) class J shares;

have been subscribed by the Sole Shareholder, represented as stated above.

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash consisting of thirty-five million US dollars (USD 35,000,000.-) out of which:

- seven hundred thousand US dollars (USD 700,000.-) shall be allocated to the share capital of the Company; and
- thirty-four million three hundred thousand US dollars (USD 34,300,000.-) shall be allocated to the share premium account of the Company;

so that the amount of thirty-five million US dollars (USD 35,000,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary. The proof of the existence of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

*Second resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder decides to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

“ 5.1. The Company's share capital is set at one million seven hundred and ten thousand US dollars (USD 1,710,000.-), consisting of the following shares:

- a. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class A shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each;
  - b. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class B shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each;
  - c. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class C shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each;
  - d. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class D shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each;
  - e. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class E shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each;
  - f. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class F shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each;
  - g. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class G shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each;
  - h. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class H shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each;
  - i. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class I shares, with a par value of one US dollar (USD 1.-) each;
- and
- j. one hundred and seventy-one thousand (171,000) class J shares with a par value of one US dollar (USD 1.-) each.”

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L’an deux mille quinze, le deux juin.

Par-devant nous, Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Ortho-Clinical Diagnostics Bermuda Co. Ltd., un limited partnership constitué et existant selon les lois de Bermudes, immatriculé au registre du commerce et des sociétés des Bermudes sous le numéro 48588, ayant son siège social à Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM 11, Bermudes (l’«Associé Unique»),

ici représenté par Mme Stessie Soccio, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration sous seing privé donnée le 2 juin 2015.

La procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d’enregistrement.

La comparante est l’Associé Unique d’Ortho-Clinical Diagnostics Holdings Luxembourg S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée, avec un capital social d’un million dix mille dollars américains (USD 1.010.000,-) ayant son siège social au 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.679, constituée selon acte reçu par Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg en date du 17 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 3 juin 2014 sous le numéro 1417. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 19 décembre 2014.

L’Associé Unique, représentant l’intégralité du capital social, prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L’Associé Unique décide d’augmenter le capital social de la Société par un montant de sept cent mille dollars américains (USD 700.000,-) afin de l’augmenter de son montant actuel d’un million dix mille dollars américains (USD 1.010.000,-) représenté par cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie A, cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie B, cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie C, cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie D, cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie E, cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie F, cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie G, cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie H, cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie I et cent un mille (101.000) parts sociales de catégorie J d’une valeur nominale d’un dollar américain (USD 1,-) chacune, jusqu’à celui d’un million sept cent dix mille dollars américains (USD 1,710.000,-) par l’émission de:

1. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie A;
2. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie B;
3. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie C;
4. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie D;
5. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie E;
6. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie F;

7. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie G;
8. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie H;
9. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie I; et
10. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie J.

Les sept cent mille (700.000) nouvelles parts sociales émises ont été souscrites comme suit:

1. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie A;
2. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie B;
3. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie C;
4. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie D;
5. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie E;
6. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie F;
7. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie G;
8. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie H;
9. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie I; et
10. soixante-dix mille (70.000) parts sociales de catégorie J;

ont été souscrites par l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus.

Les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement payées par un apport en numéraire consistant en une somme de trente-cinq millions dollars américains (USD 35.000.000,-) dont:

- sept cent mille dollars américains (USD 700.000,-) sont alloués au capital social de la Société; et
- trente-quatre millions trois cents mille dollars américains (USD 34.300.000,-) sont alloués au compte pour la prime d'émission;

de telle manière que le montant de trente-cinq millions dollars américains (USD 35.000.000,-) est maintenant à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné. La preuve de l'existence de la valeur de cet apport précité a été produite au notaire soussigné.

#### *Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** La Société a un capital social de un million sept cent dix mille dollars américains (USD 1.710.000,-) représenté par:

- a. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie A ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-);
- b. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie B ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-);
- c. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie C ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-);
- d. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie D ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-);
- e. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie E ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-);
- f. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie F ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-);
- g. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie G ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-);
- h. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie H ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-);
- i. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie I ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-); et
- j. cent soixante et onze mille (171.000) parts sociales de catégorie J ayant une valeur nominale d'un dollar américain chacune (USD 1,-).»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de ladite partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.



Signé: Soccio, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 08 juin 2015. Relation: EAC/2015/12952. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur* (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Signature électronique certifiée comprise dans le document transmis au R.C.S.L.]

Esch-sur-Alzette, le 08 juin 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015087404/185.

(150099527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

**Pandias Re AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 158.856.

**Indurisk Rückversicherung AG, Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 45.903.

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am neunundzwanzigsten Tag des Monats Mai;

Vor dem amtierenden Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Herr Matthias SCHMIDT, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, handelnd namens und im Auftrag:

1) des Vorstandes der Gesellschaft PANDIAS RE AG, eine Aktiengesellschaft, „société anonyme“, gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit satzungsmäßigem Gesellschaftssitz in 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, eingetragen im Handels-/ und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter Nummer B 158.856, (nachfolgend als „Absorbierende Gesellschaft“ bezeichnet), auf Grundlage einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt durch die Vorstandsmitglieder, Herr Gérard MORIS und Herr Joseph LANNERS, in Luxemburg am 17. April 2015 und,

2) des Verwaltungsrates der Gesellschaft INDURISK RÜCKVERSICHERUNG AG, eine Aktiengesellschaft, „société anonyme“, gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit satzungsmäßigem Gesellschaftssitz in 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, eingetragen im Handels-/ und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter Nummer B 45.903, (nachfolgend als „Absorbierte Gesellschaft“ und zusammen mit der Absorbierenden Gesellschaft als „Gesellschaften“ bezeichnet), auf Grundlage einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt durch die Verwaltungsratsmitglieder, Herr Wolfgang BAERTZ und Herr Joseph LANNERS, in Luxemburg am 16. April 2015.

Die vorbezeichneten Vollmachten bleiben, nachdem diese von der Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet worden sind, vorliegender Urkunde zum Zweck der Registrierung beigelegt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie zuvor genannt, baten den unterzeichneten Notar die Verschmelzung der Absorbierenden Gesellschaft mit der Absorbierten Gesellschaft wie folgt notariell zu beurkunden:

(A) der Vorstand der Absorbierenden Gesellschaft sowie der Verwaltungsrat der Absorbierten Gesellschaft haben jeweils per gesellschaftlichem Beschluss vom 6. Februar 2015 beschlossen, die Gesellschaften durch Übernahme der Absorbierten Gesellschaft durch die Absorbierende Gesellschaft miteinander zu verschmelzen (nachfolgend als „Verschmelzung“ bezeichnet);

(B) die Absorbierende Gesellschaft ist die alleinige Aktionärin der Absorbierten Gesellschaft und hält sämtliche Aktien der Absorbierten Gesellschaft, welche einhundert Prozent (100%) des Stammkapitals der Absorbierten Gesellschaft darstellen;

(C) folglich unterliegt die Verschmelzung dem vereinfachten Verfahren gemäß den Artikeln 278 bis 280 des Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich Handelsgesellschaften, wie abgeändert (nachfolgend das „Gesetz vom 10. August 1915“ bezeichnet);

(D) der Vorstand der Absorbierenden Gesellschaft und der Verwaltungsrat der Absorbierten Gesellschaft haben per Beschluss vom 6. Februar 2015 einen gemeinsamen Verschmelzungsplan gemäß den Bestimmungen der Artikel 261 und 278 des Gesetzes vom 10. August 1915 erstellt (nachfolgend als „Verschmelzungsplan“ bezeichnet).

(E) dieser Verschmelzungsplan wurde am 20. April 2015 vor dem unterzeichneten Notar notariell beurkundet und am 24. April 2015 im Handels-/ und Gesellschaftsregister des Großherzogtums Luxemburg sowie am 28. April 2015 im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburgs, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, unter Nummer 1099, Seite 52724, veröffentlicht;

(F) mit Bestätigungsschreiben vom 29. Mai 2015 hat der Vorstand der Absorbierenden Gesellschaft bestätigt, dass die Jahresabschlüsse der Absorbierenden Gesellschaft vom 31. Dezember 2014 zum Datum vorliegender Urkunde weiterhin die wirtschaftliche Situation der Gesellschaft widerspiegelt und dass insofern keine wesentlichen Veränderungen eingetreten sind;

(G) mit Bestätigungsschreiben vom 29. Mai 2015 hat der Verwaltungsrat der Absorbierenden Gesellschaft bestätigt, dass die Jahresabschlüsse der Absorbierenden Gesellschaft vom 31. Dezember 2014 zum Datum vorliegender Urkunde weiterhin die wirtschaftliche Situation der Absorbierenden Gesellschaft widerspiegelt und dass insofern keine wesentlichen Veränderungen eingetreten sind;

(H) die Alleinaktionärin der Absorbierenden Gesellschaft waren mindestens einen Monat bevor die Verschmelzung zwischen beiden Gesellschaften wirksam wird berechtigt, die in Artikel 267 (Paragraph 1 (a), (b) und (c)) des Gesetzes vom 10. August 1915 genannten Dokumente am satzungsmäßigen Sitz der Absorbierenden Gesellschaft kostenfrei und auf formlose Anfrage einzusehen;

(I) die Alleinaktionärin der Absorbierenden Gesellschaft hat nicht die Einberufung einer außerordentlichen Versammlung der Aktionäre der Absorbierenden Gesellschaft gemäß Artikel 279 (c) des Gesetzes vom 10. August 1915 zur Abstimmung über den Verschmelzungsplan verlangt;

(J) mit Schreiben vom 3. April 2015 hat Luxemburgische Versicherungsaufsichtsbehörde Commissariat aux Assurances vorab einer rückwirkenden Verschmelzung der Gesellschaften gemäß den Bestimmungen des Verschmelzungsplans zugestimmt;

(K) seit Veröffentlichung des gemeinsamen Verschmelzungsplanes der Gesellschaften im Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, ist ein Monat verstrichen.

Folglich ist die Absorbierende Gesellschaft, nach ihrer Übernahme durch die Absorbierende Gesellschaft, aufgelöst und deren Aktien annulliert worden.

Die Verschmelzung ist unter rechtlichen, steuerrechtlichen sowie buchhalterischen Gesichtspunkten rückwirkend zum 1. Januar 2015 wirksam.

#### *Gebühren*

Die Kosten, Gebühren und Auslagen jeglicher Art, die der Absorbierenden Gesellschaft aufgrund vorliegender Urkunde entstehen, werden auf ungefähr tausend dreihundert Euro (EUR 1.300,-) geschätzt.

#### *Erklärung*

Der unterzeichnete Notar erklärt im Einklang mit Artikel 271 des Gesetzes vom 10. August 1915, die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften bezüglich der Verschmelzung von Gesellschaften überprüft zu haben und bestätigt mit seiner Unterschrift, dass sämtliche gesetzliche Vorschriften zur Umsetzung des Verschmelzungsplanes und der Verschmelzung sowie die hiermit verbundenen Voraussetzungen und Formalitäten eingehalten und erfüllt worden sind.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, im Jahre Monat und am Tage wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung, hat der Bevollmächtigte, handelnd wie vorbezeichnet, zusammen mit dem beurkundenden Notar vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: M. SCHMIDT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, A.C. 2, le 4 juin 2015. 2LAC/2015/12306. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015087422/87.

(150099778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

#### **Société Industrielle de Services (SIS), Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 299.499.000,00.**

Siège social: L-1512 Luxembourg, 25, rue Federspiel.

R.C.S. Luxembourg B 160.524.

La nouvelle adresse professionnelle de Madame Dora SZABO, gérante de la Société, est la suivante: 25, rue Federspiel, L-1512 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SERVICES (SIS)**

Référence de publication: 2015057071/12.

(150065045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2015.

**Gilux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 95, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 91.771.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui se tiendra en date du *24 juin 2015*, à 10.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014;
2. Lecture du rapport du Conseil d'Administration concernant l'exercice social 2014;
3. Lecture du rapport du Commissaire concernant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014;
4. Approbation des comptes annuels;
5. Affectation du résultat;
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
7. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2015067454/667/18.

---

**Nova Holdings S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.123.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour NOVA HOLDINGS S.A. - SPF*

Romain THILLENS

*Administrateur*

Référence de publication: 2015058430/12.

(150066345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2015.

---

**Immotion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, 3, Zone Industrielle Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 92.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2015056916/11.

(150065391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2015.

---

**LLIC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 164.014.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 19 décembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015056958/11.

(150065552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2015.

---

**Ziewers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9420 Vianden, 24, rue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 197.504.

---

**STATUTEN**

Im Jahre zwei tausend fünfzehn, den achtundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitz in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

**IST ERSCHIENEN:**

Die Gesellschaft deutschen Rechts Bauelemente Ziewers GmbH, mit Sitz in D-54673 Plascheid, Brunnenweg, 1, eingetragen beim Handelsregister B des Amtsgerichts Wittlich unter der Nummer HRB 31665,

hier vertreten durch ihre einzelvertretungsberechtigte Geschäftsführerin:

Frau Petra ZIEWERS, Industriekauffrau, wohnhaft in D-54673 Plascheid, Hauptstraße, 5.

Welche Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, den instrumentierenden Notar ersuchte, folgende Gesellschaftsgründung zu beurkunden:

**Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer**

**Art. 1.** Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben.

**Art. 2.** Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung „ZIEWERS S.à r.l.“.

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Vianden.

Er kann durch eine Entscheidung des oder der Gesellschafter in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist der Handel und die Montage von Insektenschutzelementen, Glasbausystemen und Beschattungsanlagen.

Die Gesellschaft ist des Weiteren ermächtigt alle Arten von industriellen, kommerziellen, finanziellen oder Immobilien-Transaktionen zu tätigen, welche mit dem Gesellschaftszweck verbunden werden können und der Entwicklung der Gesellschaft förderlich sind.

**Art. 5.** Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

**Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile**

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500,-), aufgeteilt in ein hundert (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125,-), alle zugeteilt der Gesellschaft deutschen Rechts Bauelemente Ziewers GmbH, mit Sitz in D-54673 Plascheid, Brunnenweg, 1, eingetragen beim Handelsregister B des Amtsgerichts Wittlich unter der Nummer HRB 31665.

**Art. 7.** Zur Abtretung von Geschäftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf es der Genehmigung der Generalversammlung, in welcher wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten sein müssen.

Die Übertragung der Geschäftsanteile an Nichtgesellschafter infolge Sterbefalls bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, welche drei Viertel der den Überlebenden zustehenden Rechte vertreten.

Die laut Absatz 2 vorgesehene Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile, sei es an Reservaterben, sei es an den überlebenden Ehegatten oder, soweit dies durch die Statuten vorgesehen ist, an die andern gesetzlichen Erben übertragen werden.

Die Erben sowie die durch Verfügung von Todeswegen eingesetzten Vermächtnisnehmer, welche obige Zustimmung nicht erhalten, sowie auch keinen Abnehmer gefunden haben, welcher die vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt, können die vorzeitige Auflösung der Gesellschaft veranlassen und zwar drei Monate nach einer Inverzugsetzung, die den Geschäftsführern durch den Gerichtsvollzieher zugestellt und den Gesellschaftern durch Einschreibebrief durch die Post zur Kenntnis gebracht wird.

Innerhalb der besagten Frist von drei Monaten können die Geschäftsanteile des Verstorbenen jedoch erworben werden, entweder durch die Gesellschafter, unter Vorbehalt der Bestimmungen des letzten Satzes von Art. 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen, oder durch einen von ihnen genehmigten Dritten, oder auch durch die Gesellschaft selbst, wenn sie die Bedingungen erfüllt, welche von einer Gesellschaft zum Erwerb ihrer durch sie verausgabten Wertpapiere verlangt werden.

Der Rückkaufpreis der Geschäftsanteile wird auf Grund der Durchschnittsbilanz der drei letzten Jahre, und wenn die Gesellschaft noch keine drei Geschäftsjahre aufzuweisen hat, auf Grund der Bilanz des letzten oder derjenigen der zwei letzten Jahre berechnet.

Wenn kein Gewinn verteilt worden ist, oder wenn keine Einigung über die Anwendung der im vorhergehenden Absatz angegebenen Rückkaufgrundlagen zustande kommt, wird der Preis im Uneinigkeitsfalle gerichtlich festgesetzt.

Die den Gesellschaftsanteilen des Erblassers zustehenden Rechte können nicht ausgeübt werden, bis deren Übertragung der Gesellschaft gegenüber rechtswirksam ist.

Die Abtretungen von Gesellschaftsanteilen müssen durch notariellen oder Privatvertrag beurkundet werden.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie, gemäß Art. 1690 des bürgerlichen Gesetzbuches, der Gesellschaft zugestellt oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

### **Titel III. Verwaltung und Vertretung**

**Art. 8.** Die Beschlüsse werden durch den alleinigen Gesellschafter gemäss Artikel 200-2 des Gesetzes vom 18. September 1933 sowie dasselbe abgeändert worden ist, gefasst.

Die Verträge zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Gesellschafter unterliegen ebenfalls den Bestimmungen dieses Artikels.

**Art. 9.** Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile hat. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmässig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

**Art. 10.** Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktion(en) keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind jedoch für die ordnungsgemässe Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

**Art. 11.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 12.** Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt, gemäss den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Ein Geschäftsbericht muss gleichzeitig abgegeben werden. Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem oder den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt. Diese äussern sich durch besondere Abstimmung über die Entlastung der Geschäftsführung.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Unkosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter beziehungsweise dem alleinigen Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

**Art. 13.** Beim Ableben des alleinigen Gesellschafter oder einem der Gesellschafter erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird durch oder mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

### **Titel IV. Auflösung und Liquidation**

**Art. 14.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von dem alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der alleinige Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

**Art. 15.** Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

#### *Einzahlung des Gesellschaftskapitals*

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500,-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

### Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

### Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von ungefähr ein tausend Euro (€ 1.000,-).

### Erklärung

Die Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, erklärt dass der unterfertigte Notar ihr Kenntnis gegeben hat davon, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der Handelsermächtigung ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

### Generalversammlung

Sofort nach der Gründung, hat die alleinige Gesellschafterin, vertreten wie eingangs erwähnt, folgende Beschlüsse gefasst:

a) Zum technischen Geschäftsführer der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:

Herr Harald GASPERS, Schreinermeister, geboren in Prüm (Deutschland), am 24. April 1966, wohnhaft in D-54673 Plascheid, Hauptstraße, 5.

b) Zur administrativen Geschäftsführerin der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:

Frau Petra ZIEWERS, Industriekauffrau, geboren in Prüm (Deutschland), am 25. Juni 1975, wohnhaft in D-54673 Plascheid, Hauptstraße, 5.

c) Die Gesellschaft wird wie folgt vertreten und verpflichtet:

- durch die alleinige Unterschrift des technischen Geschäftsführers;

- durch die alleinige Unterschrift der administrativen Geschäftsführerin bis zu dem Betrag von fünf tausend Euro (€ 5.000,-); darüber hinaus bedarf es der zusätzlichen Unterschrift des technischen Geschäftsführers.

c) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-9420 Vianden, 24, rue de la Gare.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. ZIEWERS, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher, Actes Civils, le 1<sup>er</sup> juin 2015. Relation: GAC/2015/4540. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 10. Juni 2015.

Référence de publication: 2015087646/143.

(150099949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

### **Global Masters, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion modifié au 1<sup>er</sup> juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, mai 2015.

MAINFIRST AFFILIATED FUND MANAGERS S.A.

Référence de publication: 2015074697/9.

(150085302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

### **Colin & Cie. Fund, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion modifié au 1<sup>er</sup> juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, mai 2015.

MAINFIRST AFFILIATED FUND MANAGERS S.A.

Référence de publication: 2015074699/9.

(150085304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

---

**Whitelake, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion modifié au 1<sup>er</sup> juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, mai 2015.

IPConcept (Luxemburg) S.A.

Référence de publication: 2015076990/9.

(150087373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

---

**AdriaMedic S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-4384 Ehlerange, 19, ZARE Ouest.

R.C.S. Luxembourg B 108.893.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire  
des actionnaires de la Société tenue au siège social de la Société le 25 mars 2015*

L'Assemblée a pris acte et a accepté la démission de Armand Hamling de ses fonctions d'administrateur avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2015.

L'Assemblée a décidé de nommer Promedent S.A., une société anonyme luxembourgeoise dont le siège sociale est établi au Zare-Ouest, L-4384 Ehlerange, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 21.735, représentée par son représentant permanent Davy De Vlioger, dont l'adresse professionnelle est située au 26 Nazareth, B-9810 Venecoweg, Belgique, en tant qu'administrateur avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2015 et pour une durée de six (6) ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AdriaMedic S.A.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015080975/19.

(150093873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

---

**Balthasar Exploitation S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Alva Design S.à r.l.).**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 4, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 164.555.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 21 avril 2015.

Référence de publication: 2015058795/10.

(150067978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2015.

---

**Brixton 3 Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 134.795.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 avril 2015.

Référence de publication: 2015058816/10.

(150068013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 avril 2015.

---